

MOUVEMENTS DE LA PAIX: INFOS ET AGENDA

La campagne de solidarité avec le Maire d'Hiroshima pour un désarmement nucléaire total

(extrait du communiqué de l'AMPGN, de l'AEPGN et du CSO)
Lors du 59^e anniversaire de la tragédie de Hiroshima et Nagasaki, le colloque tenu à l'université de Mons avait décidé d'inviter les communes de Wallonie et de Bruxelles à participer à la campagne pour « un désarmement nucléaire total », lancée par Monsieur Tadatashi Akiba, Maire d'Hiroshima et la Japan Council. Monsieur Akiba a été reçu le mardi 18 janvier 2005 à l'Hôtel de Ville de Bruxelles par le Bourgmestre Freddy Thielemans.

Des contacts de toute nature ont été établis avec les communes de Wallonie et de Bruxelles. Au début mars, 15 villes et communes se sont prononcées. Il s'agit de : Aiseau-Prez, Andenne, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Flobecq, Gembloux, Huy, La Louvière, Liège, Namur, Ohey, Remicourt, Spa, Tournai, Verviers.

L'AMPGN, l'AEPGN et le CSO remercient ces 15 premières entités pour leur adhésion au désarmement nucléaire réclamé depuis près de 60 ans et spécialement depuis la fin de la guerre froide. L'AMPGN espère que d'ici au mois de mai 2005, de nombreuses villes et communes de la Communauté française de Belgique se rallieront à cette mobilisation d'une importance capitale étant donné la reprise des proliférations nucléaires verticales et horizontales depuis plusieurs années. Avec la participation des communes flamandes, elles espèrent pouvoir atteindre pour le mois de mai une mobilisation globale d'au moins 100 communes pour la Belgique. Les trois associations réclament une attitude plus ferme et plus cohérente, de la part du gouvernement belge, lors des votes de l'Assemblée Générale des Nations Unies, pour la dénucléarisation totale.

(un compte-rendu plus détaillé des textes votés par les conseils communaux se trouve sur le site www.csotan.org)

Appel de la Conférence de Manchester : une Europe pour la Paix

La Conférence réalisée le 5 mars 2005 à Manchester, à l'initiative du CND (Grande-Bretagne) et du Mouvement de la Paix (France), a rendu public l'appel suivant :

« Nous, activistes pour la paix, sommes sérieusement concernés par l'Article 40 de la Constitution Européenne, concernant la Politique Commune de Sécurité et de Défense, qui lie davantage les politiques de l'UE et celles de l'OTAN. L'OTAN est une alliance militaire qui est en train d'agir globalement. L'Alliance maintient des armes nucléaires US sur des bases à travers l'Europe. Elle défend toujours la politique de l'utilisation en premier des armes nucléaires et de leur partage avec des Etats non-nucléaires.

Nous sommes également opposés à l'idée que des Etats [membres de l'UE] pourraient « s'engager progressivement à améliorer leurs capacités militaires ».

Cette Conférence considère que la sécurité des peuples d'Europe et du monde entier

ne doit pas se baser sur

- des solutions militaires aux conflits
- une guerre préventive
- la croissance ou le perfectionnement technologique des armements, inclus les armes nucléaires
- les armes spatiales
- les bases militaires à l'étranger

La paix et la sécurité doivent se réaliser

- par le respect du droit international
- par le renforcement et la démocratisation de l'ONU
- par le désarmement, inclus le désarmement
- par la réduction des dépenses militaires et du commerce des armes

- en oeuvrant pour la justice sociale et des relations économiques d'égalité entre tous les peuples
- par de réels efforts pour construire une société harmonieuse.

Nous, les activistes pour la paix, décidons de travailler ensemble en Europe pour faire prendre conscience de ces questions et pour faire pression sur nos représentants élus pour qu'ils portent ces préoccupations au niveau national, européen et international.

Journée globale d'action le 19 mars 2005 : Appel du forum social mondial de Porto Alegre

Deux ans après l'invasion de l'Irak, l'opposition à la guerre est plus forte que jamais, aux Etats-Unis, dans les pays de la Coalition, et partout dans le monde. Toutes les justifications pour la guerre se sont avérées être des mensonges. Une large résistance populaire s'est élevée contre les forces d'occupation. Plus de 100.000 Irakiens et 1500 soldats de la Coalition ont été tués. La condamnation globale de la guerre et l'incapacité des USA à mater la résistance en Irak nous placent à un moment critique, où une chance réelle d'arrêter la guerre existe.

Il est temps pour le mouvement anti-guerre de développer son action, pas de se retirer. Il est temps d'augmenter les protestations, pas de renoncer. Une défaite des forces coalisées par les USA en Irak sera une victoire pour tous ceux qui, dans le monde, doivent affronter une agression des Etats-Unis.

Nous exigeons que les Etats-Unis renoncent à attaquer l'Irak, la Corée du Nord, la Syrie, Cuba, le Venezuela et d'autres pays. Nous devons dénoncer les dangers d'une guerre globale, en particulier en Amérique Latine où les USA s'efforcent d'intervenir dans plusieurs pays. Nous faisons appel à organiser une journée mondiale d'action le 19 mars pour demander : Les troupes hors d'Irak immédiatement ! Stop aux guerres ! Nous faisons appel à organiser une vague de manifestations massives, de désobéissance civile et d'autres formes de protestations tout autour de la terre. (texte complet de l'Appel sur notre site www.csotan.org)

28 mars 2005 : 3^{ème} marche de Pâques contre la guerre

A l'invitation de la Coordination contre la Guerre de Louvain, une marche est organisée « vers Bruxelles, cœur de l'Europe, avec les mots d'ordre : « Arrêtez l'occupation – Abattez le Mur »

- Départ à Louvain, Ladeuze Plein à 9h30
- Arrivée au Parc de Tervueren à 13h30 et au Cinquantenaire vers 16h
- Clôture à la Bourse vers 17h.
- Plus d'informations : tel. 016/22.97.02 ou gsm 0472/92.25.48 ou ooms.koen@skynet.be

16 avril 2005 : Bombe-Spotting XL

Une action générale de Bomspotting aura lieu ce jour-là, tant à Kleine Brogel, qu'au Shape et à l'Otan à Bruxelles. Pour en savoir plus ou prendre contact avec Bomspotting ou un groupe régional : gsm 0474.61.93.69 ou wallonie@bomspotting.be

APPEL FINANCIER

ALERTE OTAN ne vit que par la volonté de ses sympathisants. Nous comptons toujours sur votre soutien financier, aussi minime soit-il.

Ci-joint un bulletin de versement.

Merci déjà de votre sympathie.

068-2447491-14.

ALERTE OTAN !

Bulletin trimestriel du Comité de surveillance OTAN

Numéro 17 janvier - février - mars 2005

Editorial

L'allégeance à l'Otan rend illusoire une politique européenne de paix.

Lors de la réception du président Bush à Bruxelles, le 22 février, le Premier ministre Verhofstadt a, une fois de plus, présenté les Américains comme les sauveurs de l'Europe. Mais il ne parlait pas du débarquement en Normandie, ni de la Deuxième Guerre Mondiale. Il saluait l'intervention, qualifiée de décisive, des USA dans la guerre de Yougoslavie, alors que les Européens s'y empêtraient. Il remerciait le président américain d'avoir sauvé l'Europe du communisme. Ainsi, pour Verhofstadt et son gouvernement, les liens transatlantiques forment une partie inaliénable de l'Union Européenne et l'OTAN est l'instrument incontestable de cette alliance.

Dans son éloge aux Etats-Unis, notre Ministre justifiait la nécessité de la guerre dite humanitaire, les 78 jours de bombardements de la Yougoslavie par les avions otaniens, la main mise sur le Kosovo par les forces militaires de l'Otan, ainsi que l'occupation de l'Afghanistan. Il faisait passer pour un malentendu vite surmonté les hésitations de quelques

gouvernements européens face à l'invasion de l'Irak par la Coalition.

Le tapis était bien déroulé pour le président Bush ! Celui-ci est venu simplement confirmer les prochains projets des USA, auxquels il demande aux pays de l'Otan de s'associer plus étroitement. Il n'a pas manqué de se féliciter des résultats obtenus. Les prochaines cibles sont désignées: les pays « tyranniques » que sont à ses yeux la Syrie, l'Irak (Moyen Orient), la Biélorussie (frontière de la Russie), la Corée du Nord (près de la Chine...), Cuba et le Venezuela (trop près des USA). L'appel à augmenter les budgets militaires de tous les pays de l'Otan a été relancé. La participation de tous les pays membres, donc de la Belgique, à la formation des forces de sécurité et de police en Irak est assurée. Les « petites divergences » sont oubliées, les « grandes valeurs » transatlantiques communes sont réaffirmées. Quand on partage de telles valeurs, on ne va quand même pas rester brouillés sur des brouilles, telles que la violation de la charte des Nations Unies, les mensonges sur le

Consulter le site du Comité de Surveillance OTAN
<http://www.csotan.org/>

KOSOVO, UN VOYAGE POUR ROMPRE CINQ ANS DE SILENCE

Comment se procurer le rapport du voyagepage 4

Belgique - Belgie
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024

ADRESSE

Editeur Responsable
M.Poznanski: rue de Dublin, 31
1050 Bruxelles
Tél & fax : 02 511 63 10
info@csotan.org
Pour soutien:
Cpte n° 068-2447491-14

danger que représentait le pays dont on veut s'approprier les richesses, les 100.000 morts irakiens que cela a coûté.

Mais ce n'est pas pour autant l'opinion de la population en Belgique. Après les milliers de manifestants qui ont « accueilli » Bush les 20-22 février, les manifestations du 19 mars permettront de mesurer l'ampleur du mouvement contre l'Europe des marchés et des armées. A l'appel du Forum Social Mondial, nous manifesterons contre la Constitution européenne qui veut nous inféoder pour l'éternité aux Etats-Unis et à leur projet de conquête planétaire par le biais de l'OTAN. La campagne du NON à cette constitution doit aussi être une campagne contre l'OTAN.

Ont participé à la réalisation de ce numéro

Charles Benedi, Georges Berghezan,
Roland Marounek, Pierre Piérart,
Claudine Pôlet, Jeannine Pôlet,
Marcel Poznanski.

SOMMAIRE

QUI VEUT NUCLEARISER
LA DEFENSE EUROPEENNE ?...page 2

POUR UNE CAMPAGNE EN VUE
D' APPLIQUER INTEGRALEMENT
LE TNP.page 3

L'OTAN en Afghanistan, en Irak,
au Kosovo.... page 3

En bref sur l'expansion
de l'OTAN...page 4

OPINIONS SUITE A LA VISITE DE
BUSH EN BELGIQUE....page 5

MOUVEMENTS DE LA PAIX:
INFOS ET AGENDA....page 6

Lors du débat sur « la Constitution européenne » sur la chaîne 2 de la télévision française, ce jeudi 17 février, Monsieur Strauss-Kahn a déclaré que la défense européenne sera dans l'avenir une défense basée sur la dissuasion nucléaire. Ce que Chirac avait insinué il y a une dizaine d'années environ est confirmé par un responsable socialiste !!! Strauss-Kahn a lâché le morceau sur un sujet tabou et cela à trois mois de la révision du TNP dont apparemment il se fiche éperdûment. Ainsi donc la France (ni Chevènement ni le journaliste modérateur n'ont manifesté le moindre étonnement) se croit autorisée à imposer l'armement atomique aux 25 membres de l'Union européenne parmi lesquels la Suède, l'Irlande, la Finlande, l'Autriche, Chypre et Malte, six pays qui ne sont pas membres de l'Alliance (OTAN).

Cette vision de nucléariser l'armée européenne fait partie de la philosophie des états-majors des pays membres qui planchent sur l'avenir de la Politique Européenne en matière de Sécurité et de Défense (PESD). Ainsi donc, une armée annoncée comme devant soutenir les « interventions humanitaires » ou intervenir dans la prévention des conflits pourrait devenir une machine de guerre, de surcroît dotée de l'arme nucléaire.

Ce concept du parapluie nucléaire est également partagé par plusieurs de nos hommes politiques en Belgique. Rappelons-nous les déclarations faites à la Chambre lors du débat sur la reprise des essais nucléaires à Moruroa décidée par Chirac. Le président de la Chambre de l'époque déclarait de façon très sincère et inconsciente qu'il ne voyait pas comment l'on pourrait éviter la dissuasion nucléaire pour l'Europe !!!

Dans le domaine des armes nucléaires, une étude du Natural Resources Defense Council estime qu'il y a encore 480 bombes nucléaires

QUI VEUT NUCLEARISER LA DEFENSE EUROPEENNE ?

B61 hébergées en Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Turquie et certains responsables européens veulent les garder! Quelle serait la position de la Cour de Justice européenne si on lui posait la question de la compatibilité d'une Europe de la dissuasion avec le TNP et plus particulièrement les articles I et II ?? On peut présumer que les juristes de Luxembourg répondraient que l'U.E. n'a pas cru nécessaire de signer le TNP et que par conséquent la question ne doit pas être posée. Preuve supplémentaire que le TNP n'est pas la tasse de thé de nos responsables politiques. Connaissent-ils seulement le contenu de ce traité ?

Il est donc devenu indispensable de secouer nos parlementaires pour exiger qu'ils posent, avant la révision du TNP en mai, quelques questions au gouvernement qui, nous l'espérons, répondra suffisamment clairement pour prendre des dispositions favorables à l'élimination des B61.

Quelques questions :

- Le gouvernement a-t-il signé des accords secrets avec l'OTAN? Quand ont-ils été signés et en quoi consistent-ils ? Pour combien de temps ces accords sont-ils d'application ?

- Le gouvernement a signé un ou plusieurs accords concernant l'hébergement de bombes nucléaires à gravité à la base américaine de Kleine Brogel dans le cadre des missions de l'OTAN ; ces missions comportent des exercices ou simulations de bombardements nucléaires. Où et quand s'effectuent ces missions ? Combien de pilotes et de F16 sont-ils affectés à ces simulations criminelles ?

- La base de Kleine Brogel disposerait de 11 bunkers pouvant contenir chacun 4 bombes B61. Combien de bombes nucléaires la Belgique détient-elle sur son territoire en infraction avec l'article II du TNP qu'elle a signé ?

- Pourriez-vous préciser la position juridique de la Belgique vis-à-vis du droit international ainsi que vis-à-vis de la déclaration de la Cour Internationale de La Haye de juillet 1966 ?

-Le gouvernement belge est-il prêt à adhérer à l'article VI du TNP dans son application la plus rigoureuse c'est-à-dire les 13 points proposés par la New Agenda Coalition et repris par le réseau international des villes et des municipalités ayant déclaré leur solidarité avec le maire d'Hiroshima (à ce jour plusieurs dizaines de bourgmestres de Flandre et de Wallonie ont marqué leur solidarité avec le maire d'Hiroshima et la campagne continue.).

-Le gouvernement belge est-il prêt à demander avant le mois de mai le départ des bombes nucléaires B61? Cette demande nous semble évidente suite à la déclaration faite au New York Times par le commandant du SA-CEUR (Supreme American Command in Europe), le général Jones, disant qu'il est possible de retirer ces bombes. En vertu des articles II et VII du TNP la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie peuvent exiger le retrait des bombes B61 et déclarer leurs territoires dénucléarisés à l'instar de l'Amérique du Sud (Traité

de Tlatelolco) et de la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga).

Le général belge Briquemont semble ignorer, lui aussi, l'existence du TNP.

Dans un article « Quelles capacités pour l'Europe », (paru dans La Libre Belgique du 4 mars 2005), le général Francis Briquemont nous expose ses conceptions sur la future armée européenne. Il ne tourne pas autour du pot et met les points sur les « i » avec sa franchise habituelle...

Selon lui, l'Europe doit être dotée d'une armée puissante, basée sur l'autonomie, l'influence et la dissuasion. Pour le général Briquemont donc, il ne faut pas tenir compte de l'Article I-41 de la future Constitution européenne, dès que l'outil de défense est autonome. Le mot dissuasion apparaît une douzaine de fois dans son article. Il s'agit bien d'une dissuasion nucléaire, d'origine française. La France « seule puissance nucléaire réellement indépendante au sein de l'UE » se prépare activement à la réalisation d'un programme nucléaire qu'elle mettra à la disposition de l'Union Européenne.

Ainsi donc, Briquemont, comme Strauss-Kahn, à deux mois de la révision du TNP à New York, propose à l'UE de considérer ce Traité comme un simple chiffon de papier, puisqu'il invite les cinq puissances nucléaires, membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, à poursuivre leurs recherches de prolifération verticale (= modernisation de leurs arsenaux nucléaires).

Au passage, le noyau dur de la forteresse européenne (et le général Briquemont...) se foutent éperdûment des six membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OTAN et feront appel aux grandes banques européennes pour subsidier ce type de Recherche et Développement de l'Agence européenne de Défense (AED) ! Un bel avenir pour les criminels de guerre en puissance !

Pierre Piérart

OPINIONS SUITE A LA VISITE DE BUSH EN BELGIQUE

SORTIR LA BELGIQUE DE L'OTAN DEVRAIT ETRE L'AXE PRINCIPAL DE L'ACTION DE TOUS LES MOUVEMENTS PACIFISTES

Depuis la deuxième guerre en Irak, qu'est-ce que les mouvements de la paix ont obtenu ? La démocratie à l'américaine est saluée partout dans le monde. La preuve de cette victoire sur la barbarie : il y a eu des élections en Irak. Finalement Bush n'avait-il pas raison ? Fort de ce succès, le motif de sa visite en Belgique est sans doute de demander que l'Otan et tous les membres soutiennent davantage la politique de « démocratisation » des Etats-Unis.

On peut continuer à mobiliser la partie la plus consciente et la plus révoltée de la population (belge mais aussi mondiale) en la neutralisant dans des actions aux slogans irréalistes ou totalement abstraits (genre « stop à la guerre »). Ce faisant, on absorbe la combativité des gens, on la rend inoffensive et donc parfaitement tolérable. Encouragée même, comme preuve de démocratie. C'est une militance-bonne conscience : incontestablement nous avons fait quelque chose pour exprimer notre rejet de la guerre. C'est une débauche d'énergie pour les militants en pure perte. On agit à vide en organisant des cortèges bon-enfant, avec musique et flon-flon, dans la bonne humeur et en famille. Si en plus il fait beau, c'est une agréable après-midi.

Mais l'expression de ce rejet est-elle une fin en soi ?

Est-il tout à fait anachronique d'avoir l'ambition de changer le monde dans lequel on vit ? Accepte-t-on que ce soit la fin de l'histoire ? Que nous ne soyons désormais plus que les figurants de l'histoire ? De faire partie du folklore démocratique ?

Est-ce de la naïveté, ou une sorte de « acte manqué » ? Une sorte de cadre légal qui s'étendrait aux revendications tolérables, politiquement correctes et qui serait accepté de manière implicite par l'avant-garde ? Cette mobilisation au coup par coup, aux slogans consensuels et improvisés au gré de l'actualité, dans lesquels tous nos politiciens peuvent se retrouver ne dérange en rien leurs petites affaires.

Par contre, entamer la lutte sur une revendication nationale (sortir de l'Otan), à un niveau où nous avons la possibilité d'établir un rapport de force, prendre nos politiciens au mot (et aux maux en se plaçant de leur point de vue) de la démocratie pour les obliger à se désengager de cette institution militariste au service de l'Oncle Sam, voilà un défi ambitieux mais possible. Il est d'ailleurs curieux de trouver cet objectif plus ambitieux que d'exiger le désengagement des Américains en Irak. C'est bien la preuve qu'on mobilise les pacifistes sur des slogans totalement dénués de fondement « pratique ». Faire entendre la voix des pacifistes à Bush, c'est du domaine de l'utopie la plus malhonnête. « Cause toujours » comme le disent les anarchistes.

Nous devons retourner à l'école de la patience et de pas sacrifier un objectif ambitieux à la constitution d'un front uni qui mobilisera plus de monde – c'est vrai à court terme – mais de manière tout à fait stérile. Il faudrait arriver à mettre ce point à l'agenda politique à chaque élection. Que chaque candidat, chaque parti, soit obligé d'exprimer sa position sur la question du maintien de la Belgique dans l'Otan et le maintien de l'Otan en Belgique. Que ce soit un point de débat où l'opinion publique peut peser de son poids. Conditionner notre vote à l'engagement d'intervenir au parlement dans ce sens. Et les harceler lorsqu'ils sont au pouvoir.

Un autre argument pour quitter l'Otan, c'est le fait que nous som-

mes liés par des accords secrets (bonjour la démocratie !) qui, on l'a découvert lors de la deuxième guerre en Irak, nous obligent à permettre le transit du matériel militaire américain par la Belgique. Obligation garantie par les forces de l'ordre belges. Nous avons donc, malgré les beaux discours de nos politiciens, participé à l'effort de guerre contre l'Irak à cause de notre lien sacré à l'Otan. Otan qui interviendra au nom du devoir d'ingérence pour imposer la démocratie, dont nous sommes, bien sûr, les dépositaires officiels.

Charles Benedi

OTAN , MACHINE DE GUERRE

L'article de Benedi au sujet de l'action du mouvement pacifiste est excellent et correspond à la réalité. Il nous invite d'une part à mettre un terme aux actions folkloriques inefficaces qui entretiennent la démocratie (« cause toujours ») et d'autre part, à corriger le tir du mouvement de la Paix par une stratégie ciblée sur nos responsables, députés, et ministres, qui trop souvent écornent ou ignorent nos revendications.

L'Otan est véritablement sacralisé par les Européens et critiquer ses crimes de guerre est considéré par une bonne partie de la population comme inopportun et scandaleux ! Il sera difficile de constituer un front commun d'une part et de convaincre d'autre part les députés régionaux, nationaux et européens. Lors du vote sur l'élargissement de l'Alliance tous les députés fédéraux belges ont voté OUI (sauf une abstention... d'un député d'extrême droite). Tous les députés Ecolo qui avaient voté NON lors du premier élargissement ont retourné leur veste. Bel exemple de l'évolution des esprits intoxiqués par le Politique et de la corruption d'un parti.

Un très long travail nous attend pour sensibiliser un public sur la politique qui anime l'Otan, véritable machine de guerre criminelle, mise à la disposition des Etats-Unis pour éliminer les régimes qui ne leur conviennent pas.

En conclusion, nous devons persévérer dans notre action en réclamant partout et à tous les niveaux, non seulement l'OTAN hors de Belgique, mais également hors de l'Europe et du monde. Utopique ? peut-être pour ceux qui pratiquent la politique de l'autruche. N'oublions pas que depuis 1945, les Etats-Unis ont commis 67 agressions de conquêtes économiques et stratégiques en déversant 100 millions de tonnes de bombes sur des terres étrangères causant la mort de millions de civils. Parmi les crimes de guerre, il faut se souvenir de l'agression de l'Otan en Yougoslavie (pays européen qui pratiquait un communisme à visage humain), qui a détruit de nombreuses infrastructures vitales pour un montant de plusieurs dizaines de milliards. Et ce n'est qu'un début si les pacifistes européens ne se mobilisent pas pour réclamer un régime de paix assuré par un partage équitable des richesses produites par les travailleurs.

Pierre Piérart

OTAN ET CONSTITUTION EUROPEENNE

Je ne crois aucunement à la « démocratie » en France. L'UE débloque des fonds conséquents pour la campagne du OUI. Dans mon quartier, les quelques NON qui commencent à poindre sur des affiches ne tiennent pas 12 h., ils sont arrachés dans la nuit. Cela ressemble très fort aux financements de la « révolution orange » en Ukraine. Mais je souhaite très fort qu'un pays au moins – lequel pourra s'en sortir ?- puisse dire NON haut et fort. C'est impensable d'être inféodé à ce point à l'Otan, qui reste le plus grand criminel de guerre de tous les temps.

M. Duplaine

L'OTAN en Afghanistan ou l'occupation discrète

Peu de gens savent que la Belgique a plus de 600 militaires à Kaboul et dans le nord du pays. Apparemment il n'y a pas de blessés et de tués parmi la troupe mais nous apprenons qu'il y a une moyenne de plus de quarante personnes tuées par mois. Les nombres de blessés n'est pas précisé. « A part ça, tout va très bien, Monsieur le Premier ministre Verhofstadt...! ».

Les journaux ont titré en grand que la Belgique retire ses troupes de Kaboul. En réalité, les seuls militaires qui sont rentrés, c'était un détachement pour contrôler les élections soi-disant libres. Les votes terminés, la présence n'avait plus de raison d'être. Par contre 270 soldats belges sont envoyés en renfort. Quel culot de clamer haut et fort le retrait et en même temps de s'enfoncer discrètement dans cette guerre ! Jusqu'à présent le parlement n'a jamais eu un droit de regard et de décision sur cette intervention, cela est aussi un scandale, un déni de démocratie alors que la Belgique va là-bas la défendre !

L'Espagne qui s'est retirée de la guerre en Irak se réinvestit dans la guerre d'Afghanistan. Près de 1.400 militaires s'installent à Hérat. La loi des vases communicants est appliquée pour les guerres. L'ISAF (L'OTAN + des soldats de 10 autres pays) participe à la prise de contrôle du pays. Cela signifie que les militaires belges devront affronter directement la résistance afghane.

La visite de Bush à Bruxelles, a obligé le pays de s'impliquer encore plus dans la guerre d'Afghanistan en hommes, en argent et en matériel (4 avions de combat F16 avec leurs pilotes et l'équipe d'entretien volent vers Hérat). La Belgique y restera encore pour deux ans et demi. Il n'y a pas que des météorites qui tombent sur le campement de nos chers soldats, il y a des roquettes !

L'obsession de Bush, ce n'est plus la démocratie, la lutte contre les Talibans, c'est la culture du pavot qui produit l'opium. Cette culture représente 60% du PIB de l'Afghanistan, 87% de l'héroïne dans le monde. Un rapport de l'ONU affirmait, en novembre, que le pavot était « le principal outil de croissance économique » de l'Afghanistan. Le financement de la CIA est en partie assuré par le budget de l'Etat soumis au Congrès et en partie assuré par le produit des trafics de drogue ou plus précisément par les commissions prélevées sur ce trafic. La source de l'information vient du journaliste US GARY WEBB qui avait démonté ce mécanisme et il en est mort récemment, « suicidé ». L'arrêt de cette exploitation serait la famine et son cortège de morts d'une grande partie de la population à moins de la transformer en assistée de la charité de l'ONU. Un dilemme, la disparition de ces gens ou voir une partie de notre jeunesse droguée. Reagan a soutenu la culture des drogues pour financer ses guerres secrètes et de l'autre Nancy Reagan menait une croisade contre la drogue. Tous les gouvernants qui participent à cette guerre connaissent très bien cette réalité et cela les rend complices de l'intoxication de nos jeunes drogués, verra-t-on un jour Mr Verhofstadt devant un tribunal poursuivi pour empoisonnement comme cela fut le cas pour le sang contaminé ?

Marcel Poznanski

L'OTAN au Kosovo

Le « voyage pour rompre cinq ans de silence » organisé par le Comité Surveillance Otan, le Comité pour la Paix en ex-Yougoslavie (Suisse) et d'autres organisations a mis en évidence les conséquences désastreuses de la guerre menée par l'Otan. Le rapport de ce voyage vient de paraître.

KOSOVO, UN VOYAGE POUR ROMPRE CINQ ANS DE SILENCE

- le journal du voyage, avec des comptes-rendus quotidiens envoyés entre le 14 et le 22 août 2004 ;
- les interviews de Gusani Skender (membre de l'Union des Roms de l'ex-Yougoslavie en Diaspora), Oliver Ivanovic (député serbe au parlement de Pristina), Marek Nowicki (médiateur officiel du Kosovo), Momcilo Trajkovic (Président du Parti démocratique serbe de la résistance), Sava Janjic (responsable du monastère de Visoki Decani) ;
- divers documents collectés au cours du voyage ou fournissant des éléments explicatifs (cartes, index...);
- quelques conclusions reprenant les points forts du voyage et fournissant un éclairage de l'actualité et des prochaines étapes cruciales qui attendent le Kosovo cette année.

Ce rapport est vendu au prix de 3 euros, ou 4 euros en incluant les frais de port, par versement au compte 068-2447491-14 de Csotan (merci de mentionner l'adresse complète du destinataire en communication).

EN BREF SUR LA POURSUITE DE L'EXPANSION DE L'OTAN....

Israël dans l'Otan ?

Pour la première fois, Israël a participé, ces derniers mois, à des exercices militaires communs avec l'Alliance Atlantique. Pour la première fois également, le 24 février 2005, un secrétaire général de l'Otan était en visite officielle en Israël. Ce voyage prend place dans une série de déplacements destinés à mettre en œuvre l'Initiative de Coopération d'Istanbul (ICI). Plusieurs journaux israéliens publient des opinions de hauts responsables politiques en faveur de l'adhésion future d'Israel à l'Otan. Ainsi Ron Prossor, directeur général du ministère des Affaires étrangères souligne : « deux des principaux objectifs de l'Otan (la lutte contre le terrorisme et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive) sont partagés par Israël alors même que l'Otan développe son action au Proche-Orient... Il faut profiter de la venue de Jaap de Hoop Scheffer à Jérusalem pour mettre au point un plan visant à renforcer ce lien avec l'Alliance atlantique.. ». Et Uzi Arad, ancien directeur du renseignement du Mossad écrit : « nous devrions nous inspirer des relations de l'Otan avec la Suisse, l'Irlande ou la Suède, mais on peut aussi imaginer une adhésion israélienne à long terme. Cela profiterait à l'Alliance car Israël a une bonne capacité de défense. Cette adhésion pourrait être une offre faite à Israël en échange de ses abandons de territoire dans le cadre de la « feuille de route » et cela offrirait un moyen pour la communauté euro-atlantique de s'engager dans le processus de paix... ». (d'après AP et le Réseau Voltaire).

La Géorgie devient tête de pont de l'Otan

Un accord a été signé le 2 mars dernier à Bruxelles, entre l'Otan et la ministre géorgienne des Affaires étrangères, qui autorise le transit via la Géorgie par route, chemin de fer et voies aériennes, du matériel et des troupes placées sous commandement de l'Alliance. Selon l'Otan, cet accord apporte un soutien important aux opérations de l'Alliance. Il devrait s'avérer très utile pour la mission de sécurité menée depuis août 2003 en Afghanistan....Le porte-parole de l'Otan a précisé que cet accord s'ajoutait à une foule d'autres arrangements convenus avec la Géorgie. Le texte règle également les dispositions légales et financières du transit des troupes et matériels. (d'après Le Soir).

POUR UNE CAMPAGNE EN VUE D'APPLIQUER INTEGRALEMENT LE TNP.

Le Comité de Surveillance OTAN demande à la CNAPD de bien vouloir prendre en charge une campagne au sujet de la révision du TNP qui sera à l'ordre du jour en mai 2005 à New-York.

Cette révision de 2005 est particulièrement importante vu la pression exercée par les 5 puissances nucléaires de droit et plus spécialement les Etats-Unis, qui veulent vider de sa substance l'Article 6. Ce dernier prescrit que les puissances nucléaires devraient s'engager à supprimer leurs arsenaux nucléaires.

Lors de la révision de 2000, les puissances nucléaires s'étaient engagées fermement et sans ambiguïté à respecter l'Article 6. Depuis cette date, lors des réunions préparatoires, cet engagement a été pratiquement ignoré, au point que le TNP peut être considéré comme moribond.

Il est donc indispensable que la CNAPD se joigne aux nombreuses ONG dans le monde pour réclamer, non seulement le maintien de l'Article 6 mais son renforcement, comme le préconise la New Agenda Coalition (Suède, Irlande, Afrique du Sud, Egypte, Mexique, Brésil, Nouvelle-Zélande).

Cette révision de 2005 devrait aboutir à un Traité International de Désarmement nucléaire en 2010, conduisant, sous contrôle international, au désarmement nucléaire général en 2020.

L'OTAN en Irak, en Afghanistan, au Kosovo

En Irak:La Belgique participe à la mission de l'OTAN.

L'abstention constructive du Ministre Flahaut concernant une participation de la Belgique à la mission de l'OTAN en Irak s'est transformée en participation bien réelle. Un simulacre d'élections en Irak, une visite du président Bush à Bruxelles, ont suffi pour que notre pays offre des instructeurs policiers et militaires, des magistrats et de l'argent pour aider l'OTAN dans sa mission dite de formation des forces de sécurité irakienne. Le scénario qui avait bien servi en Bosnie, au Kosovo, en Afghanistan, s'applique maintenant aussi à l'Irak. La condition du retrait d'Irak des forces d'occupation de la Coalition est laissée de côté. Aucun agenda n'est fixé ni même mis à l'ordre du jour pour ce retrait.

En attendant, et même s'ils ne se rendront pas directement sur le territoire irakien, les militaires, policiers et magistrats belges vont participer pleinement à la légitimation de la guerre et de l'occupation de l'Irak. Que vont-ils aider à « reconstruire » ? les écoles, les maisons bombardées, les hôpitaux, les services de santé, la distribution publique de l'eau et de l'électricité à la population ? bien sûr que non . Ils vont servir avant tout d'auxiliaires aux forces d'occupation de l'Irak. Et surtout, la position prise par le gouvernement belge dans le cadre de l'Otan, est une caution non négligeable à la politique américaine de gendarmier le monde.

Claudine Pôlet

suite page 4